



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 28**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4**

Nicolas SAJOUS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

## CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

**M\_DL241125\_170**

**SOLIDARITES - AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL DE SEINE-MARITIME) - VILLE DE MONTIVILLIERS - CCAS - CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT - SIGNATURE - AUTORISATION**

**Madame Agnès SIBILLE, Adjointe au Maire** - Afin de permettre l'accès ou le maintien des droits et /ou l'accompagnement social le plus adapté pour les Montivillonnais, le CCAS et la Ville de Montivilliers se sont assurés de disposer de relais efficaces auprès de partenaires compétents dans le domaine du logement.

L'agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 76) assure un rôle de prévention, notamment en direction des publics fragilisés, en sécurisant le cadre décisionnel des ménages, en particulier sur le plan juridique et financier. Les conseils apportés par l'ADIL reposent sur les compétences de juristes formés sur l'ensemble des thématiques liées au logement.

L'ADIL conseille et informe gratuitement tous les particuliers, qu'ils soient locataires ou propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs, sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales du logement.

L'ADIL accompagne et forme les professionnels mais également les élus des collectivités sur ces mêmes questions, ainsi que sur les sujets liés à l'habitat dégradé.

En tant que signataire de la convention OPAH RU « Vallée de la Lézarde » 2023-2028 (portant sur les communes de Montivilliers, Harfleur, Rolleville et Angerville-l'Orcher), l'ADIL 76 peut également intervenir en soutien des élus et des techniciens sur tous sujets relevant de la responsabilité de la Ville ou du CCAS et sur la mobilisation des aides et dispositifs existants si besoin (ex : mobilisation du Fonds d'Aide au Relogement d'Urgence - FARU).

Au regard des compétences et du champ d'intervention de l'ADIL 76, le CCAS, la Ville de Montivilliers et l'Agence ont signé une convention de partenariat en 2023 qui est arrivée aujourd'hui à terme.

Il vous est donc proposé de poursuivre ce partenariat et de signer une nouvelle convention avec l'Agence Départementale d'information sur le logement – ADIL de Seine-Maritime pour une période d'un an, renouvelable tacitement dans la limite de deux fois (soit pour les années 2024-2025-2026).

Le CCAS procédera, quant à lui, au versement d'une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 3 040 € au profit de l'ADIL 76, au titre de l'exercice 2024.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.123-4 et suivants ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**VU** le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 arrêté par le Conseil communautaire dans sa séance du 30 septembre 2021 ;

**VU** la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH RU) Vallée de la Lézarde 2023-2028 ;

**VU** la convention entre la Ville, le CCAS et l'ADIL 76 signée en 2023, arrivée à échéance.

**CONSIDERANT:**

- Les enjeux en matière d'habitat et de logement sur la commune de Montivilliers ;
- L'OPAH RU Vallée de la Lézarde et sa mise en œuvre sur la commune ;
- Les missions du CCAS et notamment celles portant sur l'accompagnement des publics vers l'accès ou le maintien dans le logement ;
- L'intervention du CCAS et des services de la Ville de Montivilliers, en lien avec Communauté Urbaine Seine Métropole, autour de la décence du logement ;
- La nécessité pour le CCAS et la Ville de disposer d'un réseau de partenaires compétents dans le domaine du logement et de l'habitat ;
- L'action menée par l'ADIL de Seine-Maritime auprès de la population, et notamment auprès des publics fragilisés.

**Sa Commission Municipale n°7 « Administration Générale », réunie le 22 novembre 2024, consultée ;**

**VU** le rapport de Madame **Agnès SIBILLE**, Adjointe au Maire en charge des Solidarités, des Seniors, du Handicap, du Logement, de l'Insertion et de l'Emploi ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite de partenariat avec le CCAS, la Ville de Montivilliers et l'ADIL de Seine-Maritime, pour une durée d'un an, reconductible deux fois.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

